

L'urgence d'agir face au changement climatique est désormais connue par une majorité de citoyens : 64% des sondés du plus grand sondage d'opinion sur le changement climatique (50 pays, 1,2 million de répondants) considèrent le changement climatique comme une urgence planétaire¹.

Pourtant, le réchauffement climatique demeure un objet encore méconnu dans sa complexité. En France, 46% des jeunes déclarent ne pas bien connaître la signification de l'expression « gaz à effet de serre »². L'émergence de la question environnementale et des enjeux de transition et de conservation n'est pourtant pas nouvelle. Elle s'inscrit dans un processus façonné à partir du XIX^e siècle, époque qui voit se dessiner des divergences d'opinion persistant jusqu'à aujourd'hui. Comme le rappelle le philosophe **Dominique Bourg**, le rapport à l'écologie est par nature clivant, et oppose des visions concurrentes de la modernité.

Outre l'absence de consensus sur ce qu'est ou doit être la transformation écologique, l'enjeu climatique se heurte aux conflictualités inter et intraétatiques, géopolitiques comme sociales. Parce qu'elle est synonyme de décisions stratégiques en matière d'échanges, de commerce et de régulation, la lutte contre le réchauffement climatique constitue, comme le rappelle **Sébastien Treyer**, une donnée géopolitique majeure, susceptible de faire naître de nouvelles opportunités de coopération – ou au contraire des lignes de tension renouvelées. La guerre en Ukraine nous rappelle tristement ce dernier point depuis plusieurs mois.

La question climatique révèle aussi la persistance voire l'exacerbation de fractures entre pays du Nord et pays du Sud, mais aussi aux échelles nationales. En creux, c'est l'impératif de justice climatique qui se fait jour : à l'échelle des États d'une part mais aussi au sein même des pays, la question climatique est désormais indissociable de celle des inégalités. Tentative de conciliation de ces objectifs, le paradigme de la « transition juste » émerge dans le débat public. Le Docteur **Patrick Schroeder** et **Jack Barrie** l'appliquent au concept d'économie circulaire et de gestion des déchets dans les pays émergents. La question de l'acceptabilité sociale de la transition se pose aussi dans les pays développés. L'initiative « Fair Energy Transition for All », présentée par **Pascale Taminaux**, donne la parole aux ménages vulnérables européens, pour qui la transition constitue souvent un coût plus lourd que pour les ménages plus aisés. Une tension illustrée récemment par l'opposition entre « fin du mois vs fin du monde ».

Défis sociaux, environnementaux, géopolitiques... La transformation écologique revêt également des enjeux technologiques, et interroge fortement notre rapport aux innovations. **Sara Trærup** met en exergue le rôle clé que peuvent jouer les technologies climatiques pour accélérer la transformation tout en assurant l'accès aux services essentiels – eau, énergie, déchets –, en particulier dans les pays en développement.

Iris Levy
Mathilde Martin-Moreau
David Ménascé
Archipel&Co,
Coordinateurs du numéro

¹ *People's Climate Vote*, UNDP, 2021.

² *Les jeunes et la science*, Ipsos, 2021.

